Corrigé et barème – société, culture et politique dans la France du XIXe siècle : le droit de vote de 1815 à 1870, la Troisième République, les conditions féminines — niveau ★★

Durée : 55 min – Sans document – Sur 20 points · Histoire 4e

Exercice 1 – Définir avec un exemple *(4 pts)*

a) Un vote par **oui ou par non** de tous les électeurs sur une question posée par le chef de l'État : on approuve ou on refuse un homme et son pouvoir, on ne choisit pas entre des candidats (0,5 pt). Exemple : le plébiscite des **21 et 22 novembre 1852** rétablit l'Empire (7 824 189 oui) ; ou ceux de décembre 1851 et du 8 mai 1870. (0,5 pt) (1)

b) La rivalité, après les lois Ferry, entre l'**école publique laïque** et les **écoles catholiques** dites « libres » (0,5 pt). Exemple : après la loi du **28 mars 1882**, les catholiques dénoncent « l'école sans Dieu » ; au village, l'instituteur et le curé deviennent rivaux ; la loi Goblet (1886) retire les religieux des écoles publiques. (0,5 pt) (1)

c) Le pouvoir que le **Code civil** de 1804 donne au mari sur sa femme : il est le « chef » du couple, elle lui doit obéissance (0,5 pt). Exemple : article 213 (« la femme obéissance à son mari ») ; elle doit le suivre là où il décide d'habiter (art. 214) ; il touche son salaire jusqu'à la loi du 13 juillet 1907. (0,5 pt) (1)

d) L'accord signé en **1801** par Bonaparte avec le pape : l'État reconnaît des cultes, **nomme les évêques** et **paie le clergé** (0,5 pt). Exemple : avant 1905, quatre cultes sont reconnus (catholique, protestants réformé et luthérien, israélite) ; il prend fin avec la loi du **9 décembre 1905**, sauf en Alsace-Moselle. (0,5 pt) (1)

Méthode — une définition a deux temps : ce que c'est (en une phrase générale), puis un exemple daté qui le prouve ; un exemple sans date ne rapporte que la moitié des points.

Exercice 2 – Étude de document — Une affiche d'avril 1848 *(4 pts)*

a) La cause : Louis-Philippe et son ministre **Guizot** refusent toute réforme électorale, alors que l'opposition réclame d'abaisser le cens par la **campagne des banquets** (1847) (0,5 pt). L'étincelle : Guizot interdit le banquet du **22 février 1848** ; manifestations, barricades, le roi abdique le 24 et part pour l'Angleterre. (0,5 pt) (1)

b) Avant, sous le **suffrage censitaire**, il fallait 25 ans et 200 F d'impôt direct : environ **240 000** électeurs en 1846 (0,5 pt). Le décret du **5 mars 1848** établit le suffrage universel masculin : l'argent ne compte plus, et l'on passe à plus de **9 millions** d'électeurs (9 395 035 inscrits en avril 1848). (0,5 pt) (1)

c) Les **femmes** : le suffrage « universel » est masculin, et elles ne voteront qu'après l'ordonnance du 21 avril 1944 (0,5 pt). Exemple : le 20 mars 1848, Eugénie Niboyet fonde *La Voix des femmes* ; le 13 mai 1849, **Jeanne Deroin** se présente aux législatives dans la Seine pour dénoncer cette exclusion. (0,5 pt) (1)

d) La **Chambre des députés** est élue au suffrage universel masculin (0,5 pt). Le **Sénat** ne l'est pas : il est élu au suffrage indirect, surtout par des délégués des communes ; quant au président, il est élu par les deux chambres réunies. (0,5 pt) (1)

Piège — le document dit « tout Français », mais il faut lire « tout Français homme » : relever ce que le texte ne dit pas fait partie de l'étude d'un document.

Exercice 3 – Possible ou impossible en 1890 ? *(5 pts)*

a) **Possible** (0,5 pt) : la loi Camille Sée du **21 décembre 1880** crée les lycées de jeunes filles, publics et laïques ; mais on y suit cinq ans d'études sans latin ni grec, pour un diplôme de fin d'études, pas le baccalauréat. (0,5 pt) (1)

b) **Impossible** (0,5 pt) : il faut la loi du **1er décembre 1900** pour ouvrir le barreau aux femmes ; Jeanne Chauvin, refusée en 1897, plaide pour la première fois en 1901. (0,5 pt) (1)

c) **Impossible** (0,5 pt) : depuis la loi municipale du **5 avril 1884**, dans chaque commune sauf Paris, le conseil municipal, élu au suffrage universel masculin, élit le maire. (0,5 pt) (1)

d) **Impossible** (0,5 pt) : la loi de **1872** supprime le remplacement ; le service devient l'affaire de tous (et la loi de 1889 met fin aux dispenses complètes). (0,5 pt) (1)

e) **Possible** (0,5 pt) : en **1880**, les républicains, maîtres du pouvoir, amnistient les communards condamnés ; les déportés peuvent rentrer. (0,5 pt) (1)

Erreur fréquente — répondre au jugé : une situation n'est possible qu'après la loi qui la permet. On compare toujours la date de la situation (1890) à celle de la loi (1880, 1884, 1900…).

Exercice 4 – Expliquer avec le cours *(3 pts)*

a) Depuis **1864**, les ouvriers ont le **droit de grève** : c'est l'**Empire libéral**, quand Napoléon III desserre son contrôle après 1860 (lois de 1868 sur la presse et les réunions, opposition plus forte aux élections de 1869) (0,5 pt). Environ 1 800 ouvrières de la soie font grève pour leurs salaires, aidées par la caisse de l'Association internationale des travailleurs. (0,5 pt) (1)

b) En **1816**, la **Restauration**, monarchie qui s'appuie sur l'Église et les ultras (« l'alliance du trône et de l'autel »), supprime le divorce que la Révolution avait créé en 1792 : pour l'Église, le mariage ne peut pas être rompu (accepter aussi : la monarchie veut effacer l'œuvre de la Révolution) (0,5 pt).

En **1884**, la **IIIe République**, laïque, le rétablit par la loi Naquet, la même année que les syndicats et la loi municipale ; mais seulement pour faute. (0,5 pt) (1)

c) La loi du **29 juillet 1881** supprime l'autorisation : un journal paraît sur **simple déclaration** (0,5 pt). Les dreyfusards s'en servent : *L'Aurore* publie « J'accuse…! » le 13 janvier 1898 (près de 300 000 exemplaires) ; les militantes aussi : Marguerite Durand fonde *La Fronde* en **1897**, quotidien fait uniquement par des femmes. (0,5 pt) (1)

Astuce — une explication relie une cause à un résultat par « parce que » ou « donc » : un droit nouveau (la grève, la presse libre) permet une action ; un régime (catholique ou laïque) explique une loi.

Exercice 5 – Développement construit — Enraciner la République *(4 pts)*

a) Exemple : « Proclamée le 4 septembre 1870 après la défaite de Sedan, la République a d'abord une Assemblée monarchiste (1871), qui écrase la Commune de Paris. Elle n'est organisée qu'en 1875, par l'amendement Wallon voté à une voix, et les républicains ne l'emportent qu'après la crise du 16 mai 1877 : Mac-Mahon démissionne en 1879. » (0,5 pt par fait daté) (1)

b) Exemple : « Maîtres du pouvoir, les républicains la font aimer par des symboles : La Marseillaise devient l'hymne national en 1879, le 14 Juillet la fête nationale en 1880. Ils donnent des libertés : réunion et presse en 1881, maires élus par les conseils municipaux en 1884. » (0,5 pt pour un symbole daté, 0,5 pt pour une liberté datée) (1)

c) Exemple : « L'école forme des citoyens instruits, capables de voter librement : Jules Ferry la rend gratuite (1881), puis obligatoire de 6 à 13 ans et laïque (1882) ; les instituteurs, formés dans les écoles normales, enseignent la morale et l'amour de la patrie. » (0,5 pt par loi datée) (1)

d) Exemple : « Pourtant, la moitié des adultes reste exclue : les femmes ne votent pas, et des militantes comme Hubertine Auclert, qui refuse l'impôt à partir de 1880, le dénoncent. La République s'enracine donc par les institutions, les symboles, les libertés et l'école, mais c'est une République des hommes. » (0,5 pt pour l'exclusion et un exemple de militante, 0,5 pt pour une réponse claire) (1)

Piège — raconter 1870-1905 dans l'ordre sans répondre à la question : chaque étape commence par une idée (« elle naît dans la difficulté », « l'école forme des citoyens »), prouvée ensuite par des faits datés.

Ce document est la propriété intellectuelle de Ben, professeur particulier (benprofparticulier.fr), protégée par le Code de la propriété intellectuelle (art. L. 111-1 et L. 122-4). Il est mis à disposition pour un usage personnel de révision. Toute reproduction, diffusion, mise en ligne ou revente, totale ou partielle, sans autorisation écrite est interdite et constitue une contrefaçon (art. L. 335-2).